

IL Y A EU DEUX BLESSÉS, DONT UN DÉPUTÉ

Libye : une dispute au Parlement dégénère en accrochage armé



La
Cham
bre du
Parle
ment
libyen
après
les
échau
ffouré
es.
©D.
R.

La résolution de la crise libyenne passe d'abord par le désarmement des milices et l'unification des rangs de l'armée, recommandent plusieurs experts.

Une dispute entre membres de la Garde présidentielle à l'entrée du Parlement libyen s'est rapidement transformée hier en accrochage armé, faisant plusieurs blessés dont un parlementaire, a indiqué un témoin sur place. "Une dispute a éclaté entre des membres de la Garde présidentielle. (...) Le député de Tobrouk (Est) Saleh Hachem a été légèrement blessé en intervenant pour les séparer", a indiqué à l'AFP ce témoin sous couvert de l'anonymat. "Un garde a également été blessé par balles, ils ont tous les deux été admis à l'hôpital et se portent bien", a-t-il ajouté. La Chambre des représentants, Parlement élu en 2014 et siégeant à Tobrouk, devait voter fin juillet une loi organisant le référendum sur le projet de Constitution, un texte dont le pays a été privé pendant plus de 42 ans de dictature. Mais à plusieurs reprises, les séances ont été levées à cause de disputes entre parlementaires sur le texte de la loi. Et là encore, la séance a été levée jusqu'à fin août. Selon le conseiller à la communication du président du Parlement, Fethi al-Marimi, "cette dispute n'a aucun lien avec le débat à l'assemblée libyenne et les deux parties ont vite fini par se réconcilier, grâce à l'intervention des sages", lit-on sur la presse locale. Et d'ajouter que les députés se sont entendus à voter le texte de loi en question après les fêtes de l'Aïd Al-Adha, a rapporté le quotidien Al-Wasat. Cet incident révèle en fait la complexité de la crise libyenne et l'ampleur des divisions qui minent le pays, d'abord, entre l'Est et l'Ouest et

les membres d'un même groupe politique ou tribal. Depuis la chute de l'ancien dictateur Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye peine à se relever et reste déchirée par des luttes de pouvoir et une insécurité chronique. Le pullulement des milices, dont certaines dépendent directement des autorités parallèles, a aggravé la situation. Dans un récent rapport d'un Comité d'experts de l'ONU, la question des milices a été au cœur des préoccupations des enquêteurs onusiens qui ont estimé que le désarmement des milices résoudrait rapidement la crise libyenne. Car, outre le fait que ces milices imposent leur diktat aux citoyens, certaines d'entre elles sont directement impliquées dans les réseaux de trafics de migrants, de drogue et d'armes, selon les experts onusiens. Cela complique ainsi la mise en œuvre d'une feuille de route politique dans ce pays aux riches ressources pétrolières. Pour rappel, la Libye est dirigée par deux autorités rivales, à Tripoli par le Gouvernement d'union nationale (GNA) soutenu par la communauté internationale, et dans l'Est par un cabinet parallèle appuyé par l'Armée nationale libyenne (ANL) autoproclamée par le controversé maréchal Khalifa Haftar. Réunis à Paris fin mai par le président français Emmanuel Macron, quatre principaux protagonistes du conflit libyen s'étaient engagés, sans pourtant signer de texte, à organiser des élections avant la fin de l'année. Mais un référendum doit être organisé sur un projet de Constitution, et une loi électorale rédigée et adoptée avant d'éventuelles élections dont les dates sont toujours incertaines.

L. M./Agences